



Assemblée générale

Distr. générale
26 août 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 113 b) de l'ordre du jour provisoire*

Questions relatives aux droits de l'homme : questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens qui s'offrent de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Renforcement de l'état de droit

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Dans sa résolution 52/125 du 12 décembre 1997, adoptée à sa cinquante-deuxième session, l'Assemblée générale a affirmé que le Haut Commissariat aux droits de l'homme demeure le pivot de la coordination des efforts déployés à l'échelle du système en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit, s'est félicitée de l'approfondissement du dialogue avec les autres organes et programmes compétents des Nations Unies dont le Haut Commissaire aux droits de l'homme a pris l'initiative en vue de renforcer, à l'échelle du système, la coordination des activités d'assistance en faveur des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit, et a encouragé le Haut Commissaire à poursuivre ce dialogue en tenant compte de la nécessité d'explorer de nouvelles possibilités de synergie avec d'autres organes et organismes des Nations Unies en vue d'obtenir une assistance financière accrue en faveur des droits de l'homme et de l'état de droit. Pour finir, la résolution a prié le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur l'application de la résolution.

II. Assistance dispensée par le Haut

* A/53/150.

Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme dans le domaine du renforcement de l'état de droit

2. En vertu des résolutions 48/141 du 20 décembre 1993, 52/125 et des autres résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale, c'est au Haut Commissaire aux droits de l'homme qu'incombe à titre principal la responsabilité, au sein du système des Nations Unies, de dispenser des services consultatifs et d'apporter une assistance technique et financière afin d'appuyer les actions menées et les programmes mis en oeuvre dans le domaine des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit, et de coordonner l'assistance à l'échelle du système dans ce domaine.

3. Comme il a été noté dans les rapports précédents, le programme de coopération technique (ci-après dénommé «le programme») du Haut Commissariat aux droits de l'homme a été créé pour répondre aux demandes des États Membres désireux de renforcer l'état de droit et d'assurer par là l'exercice effectif de tous les droits de l'homme. Dans son contenu, le programme demeure essentiellement axé sur les éléments définis dans le cadre du renforcement de l'état de droit défini par le Secrétaire général dans son rapport à la quarante-

neuvième session de l'Assemblée générale (A/49/512, par. 5), en 1994.

4. À en juger par le nombre d'États qui sollicitent une assistance visant à le renforcer et le consolider, on prend de plus en plus conscience dans le monde de l'importance de l'état de droit. En 1998, la tendance du programme à croître d'une manière spectaculaire, caractéristique de la présente décennie, s'est poursuivie, comme en témoigne l'augmentation pour cette année encore du nombre des activités exécutées au titre du programme, qui sont passées de 2 en 1984 à 37 en 1989, 130 en 1994, 215 en 1995, 402 en 1996 et 483 en 1997. Cette dernière année, le programme a exécuté des activités en faveur de l'état de droit dans plus de 50 pays et territoires, notamment : Afrique du Sud, Albanie, Argentine, Arménie, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burundi, Cambodge, Cameroun, El Salvador, Équateur, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Gabon, Géorgie, Guatemala, Guinée équatoriale, Guinée, Haïti, Honduras, Lesotho, Lettonie, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mongolie, Namibie, Népal, Ouganda, Palestine, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Pologne, République de Moldova, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Togo, Viet Nam et Zambie. Les activités au niveau national ont été complétées par plus de 20 projets aux niveaux mondial et régional entrepris dans le cadre du programme. Les demandes d'institutions gouvernementales et non gouvernementales des États Membres demeurent donc élevées. En revanche, les ressources du programme n'ont pas suivi et ni les allocations au titre du budget ordinaire ni les contributions volontaires n'ont suffi à satisfaire aux demandes d'assistance au cours de la période considérée.

III. Contenu du programme

5. Le programme vise à aider les gouvernements qui en font la demande à renforcer et protéger les droits de l'homme aux niveaux national et régional. L'assistance prodiguée concerne entre autres l'intégration dans les lois, politiques et pratiques nationales des normes internationales en matière de droits de l'homme ou encore le renforcement des capacités nationales et des structures régionales en vue de promouvoir et de protéger tous les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit. Toute l'assistance dispensée par le Haut Commissariat aux droits de l'homme dans le cadre du programme de coopération technique se fonde sur les normes internationales énoncées dans les instruments relatifs aux droits de l'homme adoptés par les Nations Unies et sur la pratique internationale, quant à l'application de ces normes

dans toutes les régions du monde. Les activités sont exécutées dans la perspective des objectifs de développement national et de l'assistance coordonnée à l'échelle du système des Nations Unies à l'appui de ces objectifs.

6. Le programme propose une assistance très diverse en matière de droits de l'homme aux gouvernements qui en font la demande : mise en place et renforcement des institutions nationales de défense des droits de l'homme; formation et soutien apportés en matière de droits de l'homme au parlement, à la magistrature, et au personnel de la police, de l'armée et de l'administration pénitentiaire; aide constitutionnelle; réforme de la législation et de l'administration de la justice; aspects concernant les droits de l'homme dans le cadre d'élections libres et régulières; promotion de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme y compris élaboration de programmes d'études; et appui aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux institutions de la société civile. Le programme propose également des conseils et l'assistance d'experts touchant des questions spécifiques de droits de l'homme, telles que l'élaboration et l'exécution de plans d'action nationaux directeurs des droits de l'homme, et l'indemnisation des victimes d'atteintes aux droits de l'homme.

IV. Institutions nationales de défense des droits de l'homme

7. Dans ses composantes, le programme suit donc de près les éléments du cadre du renforcement de l'état de droit (voir par. 3 ci-dessus) et de fondent sur la même approche institutionnelle globale au contraire d'autres programmes, de portée restreinte, qui, traditionnellement, centrent leurs efforts sur la magistrature et les aspects qui l'accompagnent directement. Le fait que l'on ait spécifiquement intégré des institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'homme comme les commissions des droits de l'homme ou les bureaux de médiateurs dans le cadre [voir par. 5 a) vii) et d) du cadre (A/49/512/I.C)] l'illustre bien. Le programme, de même que ses partenaires nationaux, ont depuis longtemps reconnu la contribution précieuse que ces institutions pourraient apporter au bon fonctionnement de l'état de droit en venant compléter de leurs compétences spécialisées et de la vigilance qu'elles doivent exercer de par leur mandat statutaire le rôle crucial des pouvoirs judiciaire, législatif et exécutif, et celui des ONG.

8. Les activités exécutées par le Haut Commissariat aux droits de l'homme pour appuyer les institutions nationales peuvent être d'une manière générale classées en deux catégories : apport de conseils et d'une assistance d'ordre pratique

à ceux qui participent à la mise en place des nouvelles institutions nationales ou au renforcement des institutions existantes, et rôle de catalyseur lors de réunions aux niveaux international et régional d'institutions nationales, comme cela a été le cas, par exemple, au cours de l'année écoulée à l'occasion de réunions régionales d'Asie et d'Afrique et d'une conférence mondiale tenue au Mexique.

9. Il est crucial de donner à toute nouvelle institution nationale de défense des droits de l'homme un fondement constitutionnel ou législatif approprié pour leur permettre de répondre comme il convient aux besoins de la collectivité qu'elle est appelée à servir. Conscient de l'importance de la phase précédant la mise en place, le programme a fourni des conseils ou une assistance préliminaires à un grand nombre de pays qui procèdent actuellement à la mise en place d'une institution nationale de défense des droits de l'homme ou qui envisagent de le faire, y compris l'Arménie, le Bangladesh, le Cambodge, les Fidji, la Géorgie, le Libéria, le Malawi, Madagascar, Maurice, la Mongolie, le Népal, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la République de Moldova, le Rwanda, Sri Lanka et la Thaïlande.

10. Une assistance est également dispensée à des institutions nationales nouvellement établies. En Afrique du Sud, la Commission des droits de l'homme est au centre des activités du projet de coopération technique du Haut Commissariat. Par ailleurs, le Haut Commissariat exécute à l'heure actuelle en Lettonie un projet important d'assistance technique au Bureau des droits de l'homme letton. Une mission d'évaluation des besoins a été envoyée par le programme pour préparer un programme complet d'appui à la nouvelle Commission des droits de l'homme de l'Ouganda et, par la suite, un projet de coopération technique a été élaboré en consultation étroite avec la Commission. Des conseils et une assistance ont été également fournis à la nouvelle Commission des droits de l'homme de la Zambie. D'autres institutions nationales ont oeuvré en coopération avec des activités parrainées par le Haut Commissaire, notamment en Inde, en Indonésie, en Palestine et aux Philippines.

V. Méthodologie

11. Qu'ils visent la magistrature, le parquet, la police ou une commission nationale de défense des droits de l'homme, les projets sont tous élaborés en coopération étroite avec le gouvernement demandeur et les organismes des Nations Unies présents dans le pays concerné. L'assistance revêtira la forme de conseils d'experts, de services consultatifs, de cours de formation, d'ateliers et de séminaires, de bourses,

de subventions ou de fourniture d'informations et de documentation.

12. Dans ce cadre d'ensemble, on détermine le contenu d'un programme particulier en procédant sur la base d'une méthodologie standard adaptée au pays et que met en route la demande officielle d'un gouvernement. La requête est suivie d'un cycle de projet comptant plusieurs phases dont les principales sont les suivantes : a) évaluation des besoins; b) élaboration du projet; c) exécution; d) contrôle de l'exécution; e) évaluation; et f) activités de suivi.

13. Au stade de l'évaluation des besoins, on étudie les besoins institutionnels particuliers d'un pays, les priorités et capacités en matière de droits de l'homme, de démocratie et d'état de droit. Des équipes d'évaluation rencontrent toutes les parties intéressées, gouvernementales et non gouvernementales, en coopération étroite avec le Coordonnateur résident des Nations Unies, les organismes et programmes des Nations Unies, de même que les donateurs locaux, et rassemblent des informations détaillées sur les politiques, la législation, et les capacités humaines et financières existantes dans les domaines essentiels. L'évaluation des besoins permet donc de bien comprendre les priorités, objectifs, programmes et plans d'action d'un gouvernement. Le rapport qui en découlera fournira le cadre dans lequel seront mises au point d'éventuelles activités de coopération technique visant à renforcer les efforts déployés au niveau national dans des domaines donnés et à contribuer à la réalisation des objectifs nationaux, assurera la coordination avec l'assistance existante ou envisagée d'autres donateurs et parfois facilitera l'apport d'autres sources internationales. En 1997, de telles évaluations ont été menées au Gabon, au Mali et au Panama, notamment.

14. À la suite de l'évaluation des besoins, il est généralement demandé au programme de mettre au point, en partenariat avec le gouvernement, un descriptif du projet centré sur les problèmes que l'institution créée ou renforcée devra traiter. Le document décrit la situation qui a nécessité la mise au point du projet et les raisons pour lesquelles le projet est entrepris, évoque ce qui sera fait et ce qui sera produit, à quel moment et par qui, et évalue la situation telle qu'elle devrait se présenter à l'achèvement du projet. Le descriptif du projet est également un contrat qui décrit les obligations de chaque partenaire, donne une base à la reddition des comptes, guide la planification et l'exécution, et fournit le cadre de l'évaluation et définit les critères en vertu desquels les résultats du projet seront évalués.

15. Au stade de la formulation du projet, le programme collabore étroitement avec le gouvernement et les autres partenaires – gouvernementaux et non gouvernementaux –

à la mise au point définitive du projet envisagé, y compris l'analyse et la définition des problèmes, la définition de la solution envisagée et la stratégie à adopter. Au cours du processus, on décrira également les intrants les plus appropriés et les dispositions à prendre pour obtenir les produits du projet, les risques encourus et la manière de les éviter, et les ressources financières requises à la fois du Haut Commissariat et du gouvernement concerné. Au cours de l'année écoulée, des missions d'élaboration de projet ont été entreprises au Gabon, au Lesotho, dans l'ex-République yougoslave de Macédoine, à Madagascar, dans la Fédération de Russie, en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et dans les pays de l'ex-Yougoslavie.

16. Les activités de contrôle de l'exécution se poursuivent tout au long de la vie de tous les projets, y compris par le biais de missions périodiques de contrôle envoyées par le siège selon que de besoin, dont l'objet est de vérifier l'avancement du projet, de s'assurer que le projet est exécuté d'une manière efficiente et effective, d'identifier tout problème en vue de modifier les activités en conséquence, et d'adapter le projet aux nouveaux besoins et conditions non envisagées au stade de la conception. Au cours de l'année écoulée, des missions de contrôle de l'exécution de projet ont été entreprises en Arménie, en El Salvador, en République de Moldova, en Palestine, au Panama, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Paraguay et au Togo.

17. Le cycle du projet s'achève sur l'évaluation. Les évaluations sont toutes effectuées par des consultants indépendants, qui évaluent l'efficacité, l'efficience, ainsi que la durabilité des activités du projet et ses résultats. Le processus vise à ce que les enseignements retirés soient appliqués à la conception et à l'exécution de projets futurs à la fois dans le pays concerné et ailleurs. Au cours de l'année écoulée, des missions d'évaluation indépendantes ont porté sur des projets au Bénin, en Guinée équatoriale, en Mongolie, en Pologne et dans les pays de l'ex-Yougoslavie.

VI. Quelques exemples de projets nationaux

18. On pourra citer comme exemple de projets relatifs à l'état de droit dans le cadre du programme les projets du Haut Commissariat au Burundi et en Palestine (Cisjordanie et bande de Gaza). Au Burundi, le Haut Commissariat dispense depuis 1996 des activités très diverses visant à renforcer l'état de droit, notamment une formation destinée aux forces armées en matière de droits de l'homme et de droit humanitaire, la mise au point d'un programme d'études national aux droits de l'homme, un appui à l'établissement des capacités

devant permettre aux médias et aux ONG locales de promouvoir les droits de l'homme et appui au renforcement de la magistrature conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme. Une action est également menée à l'heure actuelle pour appuyer la lutte contre l'impunité et promouvoir la réconciliation en renforçant les institutions de l'administration de la justice. Le projet appuie également l'assistance judiciaire aux victimes et prisonniers et leur représentation en justice devant la Cour d'appel.

19. Dans les territoires occupés de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, le Haut Commissariat appuie depuis 1994 les efforts déployés par l'Autorité palestinienne dans tout un ensemble de domaines de développement de l'état de droit. Les activités visent à mettre en place une politique nationale de l'état de droit (y compris un plan d'action national), à renforcer les institutions de l'état de droit (compte tenu notamment des capacités des forces de police et de l'administration pénitentiaire palestiniennes en matière de droits de l'homme, la Commission palestinienne indépendante pour les droits des citoyens, le Conseil législatif et les ONG palestiniennes), à mettre en place et à unifier la législation palestinienne elle-même (y compris un apport relatif à la nouvelle législation du système pénitentiaire, le projet de loi fondamentale et d'autres lois). Pour ce faire, le Haut Commissariat collabore avec les institutions officielles de l'Autorité palestinienne, les ONG palestiniennes, la magistrature palestinienne, la Commission palestinienne indépendante pour les droits des citoyens et tout un ensemble d'autres partenaires.

VII. Renforcement de la coordination à l'échelle du système des Nations Unies

20. Pour faire face à l'accroissement des demandes dont fait l'objet le programme compte tenu des ressources limitées dont on dispose pour son élaboration et son exécution, le Haut Commissaire aux droits de l'homme, dans le cadre de son programme d'intégration des droits de l'homme dans toutes les activités du système des Nations Unies, s'attache systématiquement à renforcer la collaboration avec d'autres acteurs importants des Nations Unies.

21. En particulier, le Haut Commissariat a poursuivi, en l'approfondissant, son dialogue avec d'autres entités des Nations Unies par le biais de consultations bilatérales tenues sur une base régulière, et a participé aux travaux de chacun des quatre comités exécutifs du Groupe de coordination des politiques composé de chefs de départements et hauts fonc-

tionnaires, créé par le Secrétaire général pour améliorer la coordination à l'échelle du système, notamment dans les domaines essentiels de la paix et de la sécurité, des affaires économiques et sociales, de la coopération pour le développement, et des secours humanitaires.

22. En mars 1998, le Haut Commissariat a également conclu un Mémorandum d'accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) relatif à la coopération tant sur le terrain qu'au siège, et a mis en place un système de réunions régulières pour s'assurer de son application. Ces nouvelles dispositions constituent peut-être le progrès le plus marquant dans ce domaine. Dans ses 33 paragraphes, le Mémorandum d'accord définit en détail cette relation qui vise à renforcer la coordination, l'appui mutuel, l'efficacité et l'efficience des programmes respectifs des deux entités.

23. Alors que les demandes d'assistance en matière d'état de droit sont plus nombreuses que jamais, la coopération entre le programme des Nations Unies auquel incombe principalement la responsabilité tant de l'assistance au renforcement des capacités nationales que de la coordination à l'échelle du système au niveau des pays, soit le PNUD, d'une part, et l'entité chargée de promouvoir et de protéger les droits de l'homme tout en assurant la coordination à l'échelle du système touchant des questions qui relèvent de l'état de droit et de la démocratie, à savoir, le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'autre, représente une évolution d'une portée considérable. La fusion interne et sans précédent des ressources affectées à l'assistance en matière d'état de droit permettra à l'Organisation des Nations Unies et à ses États Membres soucieux de promouvoir l'état de droit, de dispenser une assistance en la matière plus efficiente, plus rapide et plus efficace au niveau des pays.

24. Le Mémorandum d'accord énonce notamment sept nouveaux points d'accord directement applicables à l'assistance fournie par les Nations Unies en matière d'état de droit : a) coopération à la conception et à l'exécution des projets aussi bien au siège que dans les pays, et assistance mutuelle aux pays de manière que les projets soient incorporés à la planification nationale du développement; b) échanges de compétences spécialisées en matière d'état de droit pour appuyer les programmes nationaux; c) mise au point de projets communs au PNUD et au Haut Commissariat dans ce domaine; d) appui mutuel aux organisations locales de défense des droits de l'homme; e) apport par le Haut Commissariat d'intrants techniques dans le contexte de la composante du PNUD relative à la gouvernance de l'Initiative spéciale en faveur de la gouvernance en Afrique; f) publication d'un document d'information établi par le PNUD et le Haut Commissariat sur leurs activités de coopération technique

communes (y compris en matière d'état de droit); et g) consultations et coopération dans la mise en oeuvre des recommandations des différentes conférences et sommets mondiaux relatifs aux droits de l'homme, à la démocratie, au développement et à l'état de droit, etc.

25. L'accord est déjà appliqué; sa mise en oeuvre est facilitée par les activités d'un groupe de travail commun créé à cette fin. Sur le terrain, un projet commun du PNUD et du Haut Commissariat particulièrement novateur est actuellement en cours d'exécution par l'intermédiaire d'un conseiller régional pour les droits de l'homme basé en Afrique australe. Le Conseiller oeuvre en coopération étroite avec les gouvernements et les coordonnateurs résidents des Nations Unies dans la sous-région dans le but de conseiller et d'aider les États à renforcer les capacités nationales en faveur des droits de l'homme et de l'état de droit.

26. Un autre progrès marquant a été accompli grâce aux discussions qui ont eu lieu entre le Haut Commissariat, le Centre de prévention de la criminalité internationale, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et d'autres interlocuteurs en vue de mieux coordonner l'assistance en matière d'administration de la justice pour mineurs, qui ont débouché sur les Directives relatives aux enfants dans le système de justice pénale, adoptées par le Conseil économique et social dans sa résolution 1997/30 du 21 juillet 1997 relative à l'administration de la justice pour mineurs. Dans cette résolution, le Conseil a invité le Secrétaire général à créer, comme le prévoient les Directives, un groupe de coordination pour les conseils et l'assistance techniques dans le domaine de la justice pour mineurs. Le groupe sera composé de représentants du Centre de prévention de la criminalité internationale, du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, de l'UNICEF, du PNUD ainsi que d'autres organismes des Nations Unies concernés et des organisations régionales et non gouvernementales intéressées.

27. Le Haut Commissaire poursuit l'analyse à l'échelle du système des Nations Unies de l'assistance technique fournie par les entités des Nations Unies dans les domaines relatifs aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'état de droit, qui, avec la coopération des diverses entités des Nations Unies intéressées, devrait être achevée en 1998. L'analyse fournira les données objectives nécessaires pour que le Haut Commissaire puisse identifier les domaines de complémentarité et de chevauchement, les avantages comparatifs de chaque entité et les domaines d'action des divers programmes et par là explorer de nouvelles modalités et synergies permettant de renforcer l'appui fourni à l'échelle du système à l'état de droit.

28. En même temps, des consultations directes ont été entamées entre le Haut Commissaire et la Banque mondiale, qui portent notamment sur les moyens de développer la coopération lors d'initiatives visant à renforcer l'état de droit. Les discussions au siège sont complétées par des contacts étroits sur le terrain, où sont exécutés les projets relatifs à l'état de droit.

29. De plus, le Haut Commissariat a détaché récemment un personnel spécialisé dans ce domaine auprès d'autres bureaux des Nations Unies afin de coordonner l'assistance en matière d'état de droit, et tout dernièrement, auprès du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies dans les territoires occupés, où un conseiller détaché par le Haut Commissaire a oeuvré avec le Coordonnateur spécial pour coordonner un programme de développement en matière d'état de droit représentant 73 millions de dollars des États-Unis et impliquant 17 donateurs et 10 organismes et programmes des Nations Unies de même que la Banque mondiale.

30. Chacune de ces initiatives est en cours d'exécution, chacune s'est vu accorder un statut prioritaire particulier par le Haut Commissaire dans les efforts déployés pour renforcer la capacité de l'Organisation à aider les États soucieux de promouvoir l'état de droit.

32. Le Haut Commissariat aux droits de l'homme a récemment pris l'initiative d'entamer un processus de discussion sur ses buts et objectifs appelés à constituer la base de son programme de travail pour le moyen terme. Parmi eux, l'assistance au renforcement de l'état de droit occupe une place privilégiée de même que l'intégration des droits de l'homme dans le système des Nations Unies, le progrès en matière de droits économiques, sociaux et culturels, et la promotion du droit au développement.

33. Il ne s'agit pas là d'un assemblage de propos divers réunis par coïncidence, mais bien de l'aboutissement d'une ligne de pensée au sein de l'Organisation où l'on se rend de plus en plus compte que les quatre objectifs sont inextricablement liés. Comme en faisait état la Déclaration universelle des droits de l'homme dans son troisième paragraphe préambulaire, il y a un demi-siècle, l'état de droit est le moteur de la prévention du conflit. Il demeure de même la garantie la plus efficace de l'exercice de tous les droits de l'homme – civils, culturels, économiques, politiques et sociaux. Il est largement reconnu comme la condition fondamentale du développement durable des ressources humaines. Il est donc approprié que chacune des unités organisationnelles qui, collectivement, constituent le système des Nations Unies, appuie l'état de droit.

VIII.

Principes d'action et conclusions

31. Le Haut Commissaire aux droits de l'homme s'attache systématiquement à donner la priorité à l'assistance aux pays en développement, notamment les pays les moins avancés, l'accent étant mis sur les pays en transition vers la démocratie. Les autres facteurs importants qui interviennent dans la définition de l'assistance que le Haut Commissariat pourra fournir aux États Membres qui en font la demande sont : les recommandations spécifiques émanant des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme; les recommandations émanant de la Commission des droits de l'homme et de ses mécanismes, y compris les représentants du Secrétaire général, les rapporteurs spéciaux sur des questions précises ou sur la situation dans laquelle se trouve un pays donné et les différents groupes de travail; les recommandations adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme (créé comme suite à la résolution 1987/38 de la Commission des droits de l'homme); et les vues exprimées par les institutions nationales et les organisations non gouvernementales nationales et internationales de défense des droits de l'homme.